

ALAIN
DENEAULT

DE QUOI TOTAL EST-ELLE LA SOMME ?

**Multinationales et
perversion du droit**

A stylized illustration of a person from the chest up, wearing a grey suit jacket and a light blue shirt. The tie is a vibrant blue octopus, with its head at the collar and its tentacles extending down the front. One tentacle loops around a white rectangular object on the left. The background is a light grey with white geometric lines.

Rue de l'échiquier

écosociété

DE QUOI TOTAL EST-ELLE LA SOMME ?

Du même auteur

Politiques de l'extrême centre, Montréal, Lux, 2016.

Une escroquerie légalisée. Précis sur les « paradis fiscaux », Montréal, Écosociété, 2016.

La médiocratie, Montréal, Lux, 2015.

Paradis fiscaux: la filière canadienne. Barbade, Caïmans, Bahamas, Nouvelle-Écosse, Ontario..., Montréal, Écosociété, 2014.

« Gouvernance ». *Le management totalitaire*, Montréal, Lux, 2013.

Paradis sous terre. Comment le Canada est devenu la plaque tournante de l'industrie minière mondiale, avec William Sacher, Montréal/Paris, Écosociété/Rue de l'échiquier, 2012.

Faire l'économie de la haine. Douze essais pour une pensée critique, Montréal, Écosociété, 2011.

Offshore. Paradis fiscaux et souveraineté criminelle, Montréal/Paris, Écosociété/La fabrique, 2010.

Noir Canada. Pillage, corruption et criminalité en Afrique, avec Delphine Abadie et William Sacher, Montréal, Écosociété, 2008.

Paul Martin et compagnies. Soixante thèses sur l'illégalité des paradis fiscaux, Montréal, Vlb éditeur, 2004.

DE QUOI TOTAL EST-ELLE LA SOMME ?

Multinationales et perversion du droit

suivi de

Le totalitarisme pervers

Alain Deneault

Postface de l'association Sherpa

écosociété


Rue de l'échiquier

Coordination éditoriale: David Murray et Thomas Bout
Maquette de la couverture: Catherine d'Amours, Nouvelle Administration
Illustration de la couverture: Sébastien Thibault; direction artistique: Jolin Masson
Typographie et mise en pages: Yolande Martel

© Les Éditions Écosociété, 2017, pour l'édition française au Canada et aux États-Unis
© Rue de l'échiquier, 2017, pour l'édition française en tous pays à l'exception du Canada et des États-Unis

ISBN 978-2-89719-225-9

Dépôt légal: 1^{er} trimestre 2017

Ce livre est disponible en format numérique

**Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec
et Bibliothèque et Archives Canada**

Deneault, Alain, 1970-

De quoi Total est-elle la somme?: multinationales et perversion du droit

Publié en collaboration avec Rue de l'Échiquier.

Comprend des références bibliographiques.

ISBN 978-2-89719-225-9 (Éditions Écosociété)

ISBN 978-2-37425-032-8 (Rue de l'Échiquier)

1. Total (Firme) - Histoire. 2. Pétrole - Industrie et commerce - France - Histoire. I. Titre.

HD9572.9.T67D46 2017

338.7'6655 C2016-942603-3

Les Éditions Écosociété reconnaissent l'appui financier du gouvernement du Canada et remercient la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) et le Conseil des arts du Canada de leur soutien.

Gouvernement du Québec – Programme de crédit d'impôt pour l'édition de livres – Gestion SODEC.



TABLE DES MATIÈRES

Liste des sigles et acronymes	11
Introduction – Du droit à la violence	15
1. Comploter	19
2. Coloniser	57
3. Collaborer	97
4. Corrompre	113
5. Conquérir	143
6. Délocaliser	165
7. Pressurer	191
8. Polluer	203
9. Vassaliser	221
10. Nier	241
11. Asservir	259
12. Régir	279
Conclusion – Pas de politique	301
Le totalitarisme pervers	351
Postface de l'association Sherpa	383
Notules	387
Généalogie	428
Collaborateurs et collaboratrices	435

TOTAL – À quoi il ne manque rien.

– Le Littré

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ADPC	Abu Dhabi Petroleum Company
Afep	Association française des entreprises privées
AFP	Agence France-Presse
AIE	Agence internationale de l'énergie
Alfor	Algérienne de forage
AMFA	Association médicale franco-asiatique
AOGC	African Oil and Gas Corporation [au Congo-Brazzaville]
APE	Assemblée du Peuple Egi
Aramco	Arabian American Oil Company
ARS	Agence régionale de santé
Ascoop	Association coopérative [France-Algérie]
ATCA	<i>Alien Tort Claims Act</i> [loi du Congrès des États-Unis]
AZF	AZote Fertilisants
BEP	Baril équivalent pétrole
BM	Banque mondiale
BP	British Petroleum
BRP	Bureau de recherche du pétrole
CADTM	Comité pour l'abolition des dettes illégitimes
CAM	China Asset Management
CCFD	Comité catholique contre la faim et pour le développement
CCI	Chambre de commerce internationale
CDPQ	Caisse de dépôt et placement du Québec
CEADESC	Centre d'études appliquées des droits économiques, sociaux et culturels [de Bolivie] [Centro de Estudios Aplicados a los Derechos Económicos, Sociales y Culturales]
CEDLA	Centre d'études sur le développement professionnel et agraire [de Bolivie] [Centro de Estudios para el Desarrollo Laboral y Agrario]
CEFIC	Conseil européen de l'industrie chimique
CEO	Corporate European Observatory
CFA	Conseil français de l'arbitrage

CFMM	Compagnie française de mines et métaux
CFP	Compagnie française des pétroles
CFP-A	Compagnie française des pétroles Algérie
CGT	Confédération générale du travail [centrale syndicale française]
CICE	Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi
CIR	Crédit d'impôt recherche
CIRDI	Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements
CNODC	China National Oil and Gas Exploration and Development Corporation
CNOOC	China National Offshore Oil Corporation
CNP	Compagnie nationale à portefeuille
CNPC	China National Petroleum Company
CNRS	Centre national de la recherche scientifique
CNS	Conférence nationale souveraine [du Congo-Brazzaville]
CNT	Conseil national de transition [en Libye]
CNUDCI	Commission des Nations unies pour le droit commercial international
Coface	Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur
Cofirep	Compagnie financière de recherches pétrolières
COGIP	Compagnie générale d'intérêts pétroliers
CSC	Capture et séquestration du carbone
CREPS	Compagnie de recherches et d'exploitation du pétrole au Sahara
DANP	Direction des aires naturelles protégées [d'Argentine]
DGCCRF	Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGGSA	Direction générale de gestion socio-environnementale [de Bolivie]
DGSE	Direction générale de la sécurité extérieure [de France]
DIS	Déchets industriels spéciaux
DST	Direction de la surveillance du territoire [de France]
EAI	Elf Aquitaine International
EDF	Électricité de France
EEF	European Energy Forum
ENI	Ente Nazionale Idrocarburi
EPIA	European Photovoltaic Industry Association
Erap	Entreprise de recherches et d'activités pétrolières
EWEA	European Wind Energy Association
FCD	Fédération des Congolais de la diaspora [du Congo-Brazzaville]
FERC	Federal Energy Regulatory Commission
FFSA	Fédération française des sociétés d'assurance
Fiba	French Intercontinental Bank

FIDH	Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme
Finarep	Société financière des pétroles
FLN	Front de libération nationale [d'Algérie]
FMI	Fonds monétaire international
FPSO	<i>Floating Production, Storage, and Offloading</i> [Unité flottante de production, de stockage et de déchargement]
GBL	Groupe Bruxelles Lambert
GEMA	Groupement des entreprises mutuelles d'assurance [de France]
GIP	Gardes des installations pétrolières [en Libye]
INA	Institut national de l'audiovisuel
INRA	Institut national de réforme agraire [de Bolivie]
Insee	Institut national de la statistique et des études économiques [de France]
IPC	Iraq Petroleum Company
IPC	<i>Iran Petroleum Contract</i>
IRA	Irish Republican Army [Armée républicaine irlandaise]
ITIE	Initiative de transparence des industries extractives
ITMS	International Trading Management & Services
JTF	Joint Task Force
LDH	Ligue des droits de l'Homme
MAS	Mouvement vers le socialisme [de Bolivie]
Medef	Mouvement des entreprises de France
MEND	Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger [Movement for the Emancipation of the Niger Delta]
MPLA	Mouvement pour la libération de l'Angola [Movimento Popular de Libertação de Angola]
NGOGC	North Global Oil & Gas Company
NIOC	National Iranian Oil Company
NLNG	Nigeria Liquefied Natural Gas
NNPC	Nigerian National Petroleum Corporation
NOC	National Oil Corporation [de Libye]
OCBC	Overseas Chinese Banking Corporation
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMI	Organisation maritime internationale
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
OPAEP	Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole
OPE	Offre publique d'échange

OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
OTB	Organisation territoriale de base [de Bolivie]
PDP	Parti démocratique populaire [du Nigeria]
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
PUK	Péchiney-Ugine-Kuhlman
QPI	Qatar Petroleum International
RAP	Régie autonome des pétroles
RSE	Responsabilité sociale des entreprises
SDECE	Service de documentation extérieure et de contre-espionnage
SEC	Securities and Exchange Commission
SEDCO	South Eastern Drilling Company
SIBA	Société Internationale de Banque [au Luxembourg]
Sinopec	China Petroleum and Chemical Corporation
SLORC	Conseil d'État pour la restauration de la loi et de l'ordre [de Birmanie] [State Law and Order Restoration Council]
SNEA	Société nationale Elf Aquitaine
SNPA	Société nationale des pétroles d'Aquitaine
SNPE	Société nationale des poudres et explosifs [de France]
SNPC	Société nationale des pétroles congolais [du Congo-Brazzaville]
SN Repal	Société nationale de recherches et d'exploitation de pétrole
SOMO	State Oil Marketing Organization [société d'État irakienne]
Sonatrach	Société nationale de transport et de commercialisation des hydrocarbures [Algérie]
SRP	Shipping Research Bureau
TCO	Terre communautaire d'origine [en Bolivie] [<i>Tierra comunitaria de origen</i>]
TGN	Transportadora de Gas del Norte [Argentine]
TOTSA	Total Oil Trading SA
TPC	Turkish Petroleum Company
TPIY	Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie
TPNL	Total Petroleum Nigeria Limited
TSIC	Coalition pour le secret des affaires et l'innovation [Trade Secrets & Innovation Coalition]
UGP	Union générale des pétroles
UMP	Union pour un mouvement populaire [parti de droite français, 2002-2015]
Unita	Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola [União nacional para a independência total de Angola]
UPC	Union des populations du Cameroun
YPFB	Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos

INTRODUCTION

Du droit à la violence

CHRISTOPHE DE MARGERIE, feu le président-directeur général de Total, présentait son rapport au droit sur un mode négatif: « Tant que ce n'est pas interdit, c'est permis¹. » Lire: tant que nous arrivons à piloter une entité multinationale dans les interstices des nombreuses législations étatiques dont nos filiales relèvent, tant que nous savons nous mettre hors de portée de la nomenclature juridique, ou tant que nous disposons d'une force rhétorique capable de traduire en droit tout ce que nous faisons, notre activité ne saurait en rien être entravée. Nous tournons l'impuissance des institutions judiciaires en légitimation, tenons pour positivement reconnues en droit nos pratiques et concluons sous forme de bravade: « Si nous avons des pratiques illégales, qu'on nous condamne en justice²! »

Donc la société pétrolière Total agit dans la plus stricte légalité. C'est en toute chose sa ligne de défense, et les institutions judiciaires comme les États l'ont maintes fois confirmé dans ses prétentions: seuls des plaideurs frivoles seraient tentés de contredire la firme devant des tribunaux.

Maintenant, comment s'y prend-on pour se classer légalement parmi les 25 plus grandes puissances économiques mondiales³? Comment s'impose-t-on, conformément à la loi, dans plus de 130 pays, parmi lesquels se trouvent des régimes autoritaires – l'Iran, le Qatar ou le Yémen –, corrompus – le Congo-Brazzaville ou le Gabon – et écocides – le Canada ou le Nigeria? La multinationale s'emploie à y exploiter, traiter et distribuer des

1. Entrevue de Christophe de Margerie accordée à Michel Cabirol, Robert Jules et Philippe Mabilie, « Salaire des patrons: "La transparence, oui. L'acharnement, non" (Christophe de Margerie, PDG de Total) », *La Tribune*, 16 mai 2014.

2. Entrevue de Christophe de Margerie accordée à Élise Colette et Michael Pauron, « Christophe de Margerie: "Total a besoin de l'Afrique!" », *Jeune Afrique*, 16 juin 2010.

3. « Fortune 500 », *Fortune*, édition 2015 publiée en 2016.

produits tirés du pétrole, tout en s'intéressant au gaz, à la production électrique et à l'énergie solaire. Et elle satisfait les actionnaires au service de qui elle se place : « le dividende du groupe entre 2003 et 2013 a été multiplié par deux⁴ ». Total s'enorgueillit d'un chiffre d'affaires annuel tournant autour des 200 milliards d'euros et génère des profits qui oscillent selon les années entre 8 et 14 milliards d'euros.

Certes, la multinationale a été mêlée à des affaires de vente d'armes, de travail forcé, de complicité de crimes, de corruption, de trafic d'influence et d'évitement fiscal, entre autres accusations graves, témoignages compromettants et allégations sérieuses dont son histoire regorge. Ces actes, souvent étayés, ont néanmoins pu être commis dans la légalité. Tantôt des circonstances anomiques les ont favorisés, tantôt des États complices les couvraient. Quand jadis l'état du droit français ne prévoyait aucune sanction (corruption à l'étranger, travail forcé, fixation des prix), ce sont les paradis fiscaux qui empêchaient l'accès à l'information (rétrocommissions au bénéfice de partis politiques français, abus de biens sociaux), les institutions judiciaires qui s'engouffraient dans la lettre de la loi même lorsque son esprit se trouvait ouvertement violé (controverses portées au compte de filiales), ou bien c'est la République française elle-même qui prenait à l'avantage de la firme l'initiative de manœuvres qu'elle avait pourtant la charge de sanctionner (collusion avec des régimes dictatoriaux, guerres de conquête, dettes abusives au Sud).

Total est née sous l'appellation de Compagnie française des pétroles (CFP), une entreprise créée inconstitutionnellement en France en 1924 pour évoluer au sein d'un cartel pétrolier du Moyen-Orient qu'aucune loi antitrust des régimes occidentaux n'aurait pourtant rendu possible chez eux. C'est l'histoire d'une société qui, longtemps à la remorque des majors britanniques ou états-uniennes, leur a servi de complice en France, notamment lorsqu'il s'est agi pour elles de se jouer de la loi républicaine afin de fixer les cours et la répartition du marché dans ce pays. C'est sa filiale, encore, qu'on a vue collaborer avec l'Afrique du Sud. Total est aussi la légataire d'Elf, spécialisée dans l'ingérence politique et l'orchestration d'actions violentes en Afrique, souvent au profit des caisses noires de partis politiques français. Elle a aussi intégré le savoir-faire de PetroFina et de son actionnariat international, rompu à l'art du lobbying d'élite. Après avoir orchestré la fusion des trois entités au tournant du ^{xx}e siècle, Total a su jouir de leurs compétences respectives, dont elle est aujourd'hui

4. « TOTAL : AG Total : Un dividende multiplié par 2 en 10 ans », *Les Échos*, 29 mai 2015.

la synthèse. Elle a ainsi pu bénéficier de tactiques d'endettement odieux employés par la France en Algérie, profiter de fait des bombardements franco-britanniques en Libye, verser d'abondantes commissions pour avoir accès au pétrole, délocaliser ses infrastructures dans des zones franches d'exploitation pétrolière et ses actifs dans d'opaques paradis fiscaux, se dissimuler derrière ses filiales ou celles de ses partenaires dans le cas de pollution massive quand il ne s'est pas agi de tirer parti de tous les moyens que la loi permet, y compris dilatoires, pour tenter de paralyser ou de différer les procédures concernant les victimes de travaux forcés au Myanmar ou celles de l'explosion d'une usine de produits chimiques dans le sud de la France. On en est réduit à se demander si Total a su procéder ainsi en toute légalité dans la mesure où il n'existe souvent aucune instance capable de statuer qu'elle a agi ici ou là illégalement. Comme en Bolivie et en Argentine, où les constitutions de ces pays n'ont pas suffisamment pesé pour que soit respecté leur esprit quand est venu le temps de consulter les populations indigènes qui habitent des champs d'exploitation gaziers.

Son statut de multinationale disposant de milliers de structures dans les régions du monde les plus variées a rarement exposé Total à des instances judiciaires compétentes au regard des forfaits qui lui ont été imputés. L'ensemble de son œuvre échappe aux tribunaux, qui tendent, dans la tradition du droit, à aborder les choses par le menu : tel jour, tel dirigeant, tel employé, tel intermédiaire, tel acte, tel dossier... Tout se trouve morcelé dans la conscience du juriste. Cet état du droit, ces logiques procédurales, ces points aveugles de la législation permettent aux représentants de Total, pour se justifier, de se réfugier derrière des formules qui leur servent désormais de mantras : *tout ce que nous faisons maintenant est légal et le reste relève de l'histoire ancienne*.

Or, ce passé n'est pas encore passé. C'est au moyen d'activités légales de cette nature que la firme a accumulé dans son histoire le capital dont elle dispose massivement aujourd'hui. À ce capital financier hors du commun, qui traduit à lui seul, de manière aiguë, des décennies de controverses, s'ajoutent un capital culturel d'égale envergure, soit l'appartenance à d'importants réseaux de relations commerciales, industrielles, mercenaires et politiques, ainsi qu'un savoir-faire en matière d'intervention et d'influence qui se révèle tout à fait redoutable. Le trésor financier de Total, les méthodes auxquelles elle est toujours à même de recourir en les adaptant au gré des circonstances, les pratiques qu'elle peut toujours avoir dans des régions où seuls de vifs rapports de force prévalent sont la

résultante de compétences qu'elle s'est données dans son passé chargé. Il faut, pour les comprendre, rappeler les cartels auxquels a pris part la CFP au Moyen-Orient d'abord, et les pratiques d'inspiration mafieuse élaborées par Elf dans des régimes néocoloniaux d'Afrique ensuite. Par ces antécédents s'explique la puissance dont la firme fait désormais montre, dans un esprit de conquête qui l'amène à se projeter à la manière d'une autorité souveraine d'un genre nouveau. Se demander de quoi Total est la somme revient à s'interroger sur ce dont elle est maintenant capable, sur la façon dont elle compte disposer des richesses, réseaux et outils hérités de sa sulfureuse histoire. Notamment en ce qui concerne ses moyens de représentation et de pression auprès des législateurs, organes judiciaires et institutions internationales pour que se développe, sous une apparente neutralité, un cadre favorisant la légalisation de ses activités.

Se pencher sur l'histoire de Total et de ses composantes d'origine, soit exposer les ressorts de son pouvoir d'action bien contemporain, c'est montrer comment l'état du droit et la complicité des États ont permis à une firme, souvent légalement, de comploter pour la fixation des cours du pétrole ou le partage des marchés, de coloniser l'Afrique à des fins d'exploitation, de collaborer avec des régimes politiques officiellement racistes, de corrompre des dictateurs et des représentants politiques, de conquérir des territoires à la faveur d'interventions militaires, de délocaliser des actifs dans des paradis fiscaux aini que des infrastructures dans des zones franches, de pressurer des régimes oligarchiques en tirant profit de dettes odieuses, de polluer de vastes territoires au point de menacer la santé publique, de vassaliser des régimes politiques pourtant théoriquement souverains, de nier des assertions pour épuiser de simples justiciables, d'asservir indirectement des populations au travail forcé ou de régir des processus de consultation. Chacun des verbes de cette énumération fait ici respectivement l'objet d'un chapitre. Ils représentent une série d'actions sidérantes que l'ordre politique actuel ou récent a permis à des multinationales de mener en toute impunité, et ce, indépendamment des textes législatifs et des institutions judiciaires, ou grâce à eux.

Faites circuler nos livres.
Discutez-en avec d'autres personnes.
Si vous avez des commentaires, faites-les nous parvenir ;
nous les communiquerons avec plaisir aux auteur.e.s
et à notre comité éditorial.

écosociété

LES ÉDITIONS ÉCOSOCIÉTÉ
C.P. 32 052, comptoir Saint-André
Montréal (Québec) H2L 4Y5
ecosociete@ecosociete.org
www.ecosociete.org

NOS DIFFUSEURS

CANADA
Diffusion Dimedia inc.
Tél. : (514) 336-3941
general@dimedia.qc.ca

FRANCE ET BELGIQUE
DG Diffusion
Tél. : 05 61 00 09 99
adv@dgdifffusion.com

SUISSE
Servidis S.A
Tél. : 022 960 95 25
commandes@servidis.ch